L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 20 SEPTEMBRE 1873. 47me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

SAMEDI MATIN, 20 SEPTEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale— Deux portions de terre situées dans l'Ilet borné par les rues Johnson, de l'Hôpital, Quartier et Galvez. Aussi, un autre terrain dans l'Ilet borné par les rues de Chartres, Bienville, Decatur et de la Douane.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan aux Nos 45 et 47 de la rue Decatur (anciennement Vieille-Levée) — Bottes et souliers, chaussures de Philadelphie.

Par Hoffman, Marks & Co., aux Nos 11 de la rue de Chartres Velours, crêpes, plumes, fleurs, rubans, dentelles, corsets, voiles, garnitures, mouchoirs, etc.

Par D. E. Morphy, à son magasin de vente, rue des Magasins 26 chartres.

ATTENTION !

☞ Propriétés améliorées de valeur à l'encan par le Shérif ;

Nous appelons l'attention publique sur les ventes aux enchères qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent :

1° Un terrain situé dans le neuvième District, de cette ville, à l'angle des rues de Chartres et Bienville, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

2°. Deux portions de terre contigues, situées dans le même District, rue Johnson, entre celles de l'Hôpital et du Quartier, avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour le détail et les conditions, voir aux annonces.

SPECTACLES.

Samedi, 20 Septembre 1873.

ACADEMIE. — A midi et le soir. La grande Combinaison LITTLE.

Chemins de fer et Banques.

On voit par la faillite de Jay Cooke & Co. la triste conséquence du système de subvention en faveur des compagnies de chemins de fer aux Etats-Unis. Ces compagnies se sont formées et se forment encore sans capital social payé, ou sans capital social sérieusement souscrit. Elles comptent uniquement sur l'émission de leurs actions et la distribution de ces actions pour avoir l'appui du Congrès ou des législatures. Avec cet appui elles obtiennent de vastes concessions de terres, des endossements de bons ou même des avances financières. Munies de ces valeurs, elles font des emprunts et donnent des hypothèques de première classe, au détriment des garanties fournies au Congrès ou aux gouvernements d'Etat. Elles émettent encore des obligations à payer sur la valeur des terres concédées, et, si cela ne suffit pas, elles engagent encore le revenu des lignes, se réservant que ce qui est nécessaire pour les frais d'exploitation et d'entretien. Après toutes ces opérations, une certaine confusion devant régner nécessairement dans le reglement des intérêts, les compagnies ne trouvent rien de mieux que de faire un dépôt de leurs titres entre les mains des compagnies de banques, et celles-ci voulant agrandir le cercle de leurs affaires se décident à faire des avances aux compagnies de chemin de fer pour en avoir la clientèle.

Ainsi, avec le système des subventions par le gouvernement en faveur des compagnies industrielles, tout s'enchaîne, tout se tient, finances, crédit, morale, indépendance, politique, et s'il y a échec sur un point, tous les autres en souffrent et souvent de grands intérêts y périssent. La maison de banque Jay Cook & Co. en est un exemple pour ce qui la concerne. Cette maison avait l'agence du Grand Chemin du Nord du Pacifique, et avait fait à la Compagnie de fortes avances, chose ordinaire en pareil cas. Il est clair que lors qu'une Compagnie de chemin de fer confie son agence financière à une Banque, ce n'est pas pour lui donner de l'argent, c'est pour lui en prendre. En effet, l'unique service qu'une Banque peut rendre à un Chemin de fer, c'est de lui fournir des fonds, suivant ses besoins ; quant au travail de bureaucratie et de comptabilité, la Compagnie du chemin de fer pourrait le faire exécuter aussi bien qu'une Compagnie de banque. En d'autres termes, une Compagnie de chemin de fer est de toute autre industrie, pourrait être une Banque pour elle-même et c'est ce qu'on voyait autrefois partout dans les Etats.

Ici, en Louisiane, nous en avons eu plusieurs exemples, Un de nos canaux de navigation s'est fait avec la banque qui était partie intégrante de la Compagnie ; l'usine des Waterworks s'est établie aussi avec une banque fondée par la Compagnie. Il en a été ainsi pour la construction de l'hôtel St-Louis. Pourquoi donc le chemin de fer du Pacifique du Nord n'a-t-il pas sa propre banque ? Pourquoi les autres chemins de fer n'ont-ils pas aussi leurs banques à eux ? La raison en est facile à donner.

Autrefois, les compagnies industrielles se formaient avec des capitaux sérieux, des capitaux existants. Elles ne commençaient pas l'exécution d'une entreprise sans avoir un fonds solide, un fonds payé, un fonds en caisse et de grandes garanties pour le payement des termes à échoir. Elles pouvaient se tromper ; elles pouvaient avoir fait de faux calculs ou des calculs insuffisants, mais en cela, il n'y avait pas de fraude ni d'engrénage véreux. Les actionnaires en étaient quittes pour une nouvelle mise de fonds et les travaux continués se poursuivaient jusqu'au bout.

Quand la maison Jay Cook & Co sollicita l'agence financière de la Compagnie du chemin du Pacifique du Nord, elle devait comprendre que cet honneur lui coûterait quelque chose ; elle devait comprendre qu'une compagnie industrielle, sans autre soutien qu'un système avantageux de combinaisons législatives, présentait trop peu de garanties pour avoir des titres à la confiance d'une institution financière. Le crédit seul constituant l'importance de ces institutions, elles doivent s'interdire toute opération de nature à mettre ce crédit en péril.

Ce principe n'ayant pas été suivi par la maison Jay Cook, l'alarme s'est répandue parmi les clients ; ils ont commencé à retirer leurs dépôts et bientôt la maison, déjà épuisée par les avances faites à la Compagnie du chemin du Pacifique, a du suspendre ses payements et fermer ses portes. Telle a été la conséquence de ses rapports financiers avec une entreprise fondée sur la pointe d'une aiguille, et n'ayant de fonds que ceux qu'elle pouvait se procurer par des moyens artificiels, fort peu scrupuleux et plus ou moins heureux.

ACADEMIE DE MUSIQUE. — C'est ce soir que Lulu, la "reine des airs," comme elle a été surnommée par ses admirateurs, prendra son bénéfice à l'Académie ;— et c'est demain soir qu'elle paraîtra, pour la dernière fois, à la Nouvelle-Orléans.

Il est inutile de dire que la salle du théâtre populaire de la rue St Charles sera comble pour ces deux représentations.

UN BON CONSEIL.—Achetez vos souliers au Magasin Bleu, coin Orléans et Claiborne, Marché Trémé.

—C'est aujourd'hui samedi l'anniversaire de la naissance de Déjazet.

La célèbre artiste accomplit sa soixante-seizième année.

Nous saisissons avec plaisir cette occasion de témoigner toute notre sympathie à la spirituelle actrice, également grande par le talent et par le cœur.

Il n'est pas un artiste connu qui ignore, riche ou nécessiteux qui n'ait eu à se louer de Déjazet.

Les pauvres surtout n'en ont jamais appelé en vain à son cœur, lorsqu'il s'est agi d'obtenir son concours pour une représentation à leur bénéfice.

Le nom de Déjazet sur l'affiche, c'était de l'argent en caisse et du bien être pour quelque temps.

PREUVE INCONTESTABLE DE FÉLONIE.— Après les déclarations faites et signées par plusieurs officiers publics sur les fraudes sans nombre commises aux dernières élections de novembre, il est établi clairement et incontestablement qu'ils ont violé les franchises électorales et qu'ils sont passibles des peines imposées par la loi de 1870.

Cette loi porte que tout inspecteur ou assistant-inspecteur d'enregistrement, qui certifiera sous serment un compte faux, sera jugé coupable de parjure et aura les peines déterminées par la loi pour parjure. Cette loi porte encore que si l'enregistreur d'Etat ou son assistant prive volontairement et perfidement un citoyen de son droit de suffrage, s'il refuse de l'enregistrer et de lui délivrer un certificat après qu'il aura rempli toutes les conditions requises, ou si le dit enregistreur, inspecteur ou assistant enregistreur et inspecteur efface volontairement ou perfidement de la liste des votants le nom d'un citoyen ayant réellement le droit de voter, le dit officier, enregistreur, inspecteur ou assistant sera passible de cinq ans de pénitencier au plus, ou d'une amende de $5000 au plus ou d'emprisonnement et d'amende tout à la fois, sans préjudice au droit de la partie évincée pour dommage exemplaire.

Cette loi trace le devoir de l'avocat-général et aussi celui du grand-juri. Ils ont juré de poursuivre la punition de tous crimes et délits qui arrivent à leur connaissance. Ici les crimes sont de notoriété publique, ayant été révélés par ceux même qui prétendent les avoir commis. Pourquoi le grand-juri ne dénonce-t-il pas et pourquoi l'avocat-général ne poursuit-il pas ?

UN BON CONSEIL.—Achetez vos souliers au Magasin Bleu, coin Orléans et Claiborne, Marché Trémé.

CORRESPONDANCE DU MEXIQUE.

Mexico, 31 août 1873.

Il vient de surgir un incident qui nous a causé quelque appréhension et que nous devons résumer ici.

Nous avons dit déjà que l'article 33 de la Constitution donne à l'Exécutif la faculté d'expulser du pays tout *étranger pernicieux*. Quoiqu'on en dise, cette faculté a été exercée sous d'anciennes administrations, sans justice et sans équité, et, dans la pratique, elle s'applique d'une façon complétement arbitraire, sans jugement, sans enquête, sans explication et sans avis ; il suffit que le président de la République juge un étranger pernicieux, pour qu'il puisse l'expulser, le ruiner, l'arracher à sa famille et à ses intérêts et même le discréditer. Avec l'administration actuelle, sous l'abri des sentiments de justice et d'équité, et qu'il est essentiellement nuisible aux vrais intérêts du pays, en mettant un obstacle sérieux à l'immigration.

Nous avons raconté le conflit qui s'est élevé, récemment, entre le gouvernement et certains membres du clergé. En exécution des lois de réforme, plusieurs couvents de femmes qui s'étaient reconstitués d'une manière clandestine et dans des maisons privées, ont été supprimés, et fermés par l'autorité ; une trentaine d'ecclésiastiques, parmi lesquels se trouvaient plusieurs jésuites et des étrangers, ont été à cause de ce réunir en communauté et de faire de la propagande contre les institutions actuellement en vigueur, un décret présidentiel a ordonné l'expulsion de ceux de ces ecclésiastiques qui sont nés hors du Mexique, comme étrangers pernicieux.

Cette mesure a causé tout naturellement une assez vive émotion ; M. le ministre des Etats-Unis Nelson a cru devoir protester au nom de deux des ecclésiastiques qui sont citoyens américains, en demandant qu'ils fussent soumis aux tribunaux ; mais la protestation n'a pas eu d'effet. Les ecclésiastiques frappés de l'ordre d'expulsion se sont alors adressés à la justice fédérale pour lui demander sa protection. Le premier juge de District, M. Bucheli, rapprochant l'article 33 de la Constitution d'autres dispositions constitutionnelles ou législatives, a pensé que la faculté concédée à l'Exécutif ne pouvait être exercée sans que le délit articulé fût reconnu par l'autorité judiciaire, et il a mis les expulsés sous la protection de la justice fédérale.

La sentence a été soumise à la révision de la Cour Suprême de Justice qui vient de rendre son arrêt et l'a infirmée par 14 voix contre une ; 11 magistrats contre 4 ont été d'opinion que le juge de District avait violé les prérogatives de la constitution et devait être mis en cause.

Les ecclésiastiques ne seront donc pas protégés par la justice fédérale et le décret d'expulsion doit recevoir son exécution. Ils ne sont pourvus en grâce, dit on, auprès de M. le Président de la République ; suivant certaines versions, le pouvoir vient de repousser le recours, suivant d'autres, il sera pris en considération en faveur de plusieurs des intéressés.

Cet incident n'est pas sans gravité, car il touche intimement à la situation faite aux étrangers par la Constitution mexicaine. Malheureusement, la question n'a pas été posée aussi nettement qu'il était à désirer. Le caractère des expulsés et la présence, parmi eux, de quelques jésuites, ont rabaissé le débat en le concentrant en quelque sorte le parti libéral et le parti clérical ; la grosse la plus avancée dans les idées démocratiques a défendu l'arbitraire que sanctionne l'article 33 de la constitution, et la presse conservatrice et cléricale s'est retranchée derrière l'invocation des libertés individuelles et de la légalité.

Mons regrettons que, dans la polémique très animée qu'a motivée cet incident, la question n'ait pas été prise de plus haut. Un des magistrats de la Cour Suprême a défendu vigoureusement la sentence du juge de District ; le procureur général de la nation, M. Léon Guzman, a combattu, dans son esprit, l'article 33 de la Constitution, qu'il a jugé anti-libéral et contraire aux intérêts et à la dignité du pays ; le considérant comme la loi écrite, cependant, il n'a pas reconnu au juge de district le droit de l'étudier, mais il a émis le désir que la Cour Suprême de Justice adressât une représentation au Congrès, pour lui recommander la nécessité de réformer promptement la disposition constitutionnelle. Tous les autres membres de la Cour Suprême, les termes mêmes de l'arrêt, les commentaires des journaux soi-disant libéraux et l'opinion froidement exprimée du journal officiel se sont montrés plutôt défavorables que favorables à la réforme de l'article 33 de la Constitution.

Peut-être la question sera-t-elle discutée dans la prochaine session législative ; elle avait été portée déjà devant le dernier Congrès, et l'on peut dire qu'elle est en suspens. Dans l'intérêt du pays et pour l'honneur des vrais principes, nous désirons que cette fausse et terrible donne au pays comme le Mexique, soit rayée de la Constitution : les arguments qu'on invoque en faveur de la sûreté de l'Etat et de la tranquillité publique ne sont aucune valeur, et, dans le besoin urgent qu'a le pays de faciliter l'immigration, il nous paraît irrationnel d'enlever à l'étranger toutes les garanties de la maître hors de la loi par un acte constitutionnel ; qu'on fasse, contre les étrangers coupables de quelque délit que ce soit, des lois aussi sévères qu'on voudra, mais qu'on les juge, qu'on les entende et qu'on délivre l'étranger, même honorable, d'un danger de ruine et de déshonneur que l'arbitraire laisse toujours planer sur sa tête.

Après cette question qui a fort occupé et qui occupe encore l'attention publique, celle qui se présente tout naturellement à l'esprit, est la réunion prochaine du septième Congrès. Déjà beaucoup de députés sont arrivés dans la capitale ; la première réunion préparatoire aura lieu demain 1er septembre.

On se livre toujours à des calculs et à des suppositions plus ou moins hasardés sur la composition de la nouvelle Chambre ; il est difficile de s'en faire, par anticipation, une idée très exacte, car beaucoup de députés sont sans antécédents politiques et sans opinions bien connues ; les partis, d'ailleurs, sont en complet désarroi ; il n'est guère possible de les classer et de connaître leurs programmes ; ce qui paraît certain, c'est que M. le Président Lerdo sera soutenu par une majorité respectable : mais tout fait supposer qu'il se formera une opposition composée d'éléments anciens et nouveaux.

Pour la première fois depuis la remise en vigueur des institutions républicaines dans la capitale, le parti conservateur et clérical sera représenté dans l'enceinte parlementaire ; il est venu, de différents Etats, plusieurs de ses corréligionnaires, qui, sans être nombreux, n'en changeront pas moins, dans une certaine mesure, l'aspect du Congrès ; les libéraux s'exagèrent les conséquences de cette première intrusion des conservateurs dans la représentation nationale, y voient un danger et prétendent déjà les hauts cris ; mais nous ne voyons pas, en cela, matière à de sérieuses appréhensions ; il paraît même préférable que toutes les opinions aient libre accès dans le Parlement ; peut-être en résultera-t-il, dans le parti libéral, une union et un ensemble qui lui ont fait trop souvent défaut.

Si nous en croyons le journal officiel, le programme du gouvernement actuel peut se résumer en ces quelques mots : *Ordre et paix* ; si peu de politique que possible, et beaucoup d'administration. Que ce programme soit mis en action par le Congrès, chacun s'en félicitera, et ce n'est certes pas le besoin qui manquera pour réformer l'administration, relever le crédit, ramener la vie de la nation, donner de l'aliment au travail et prendre soin des intérêts matériels. Nous espérons que la question des chemins de fer, depuis longtemps pendante, recevra prompte et la solution qui doit compléter les communications rapides, entre l'Atlantique et le Pacifique, et mettre en relations faciles la grande artère du Mexique avec les Etats-Unis. M. Edward Lee Plumb, qui a passé, dans ce but, un contrat avec le gouvernement et qui en attend l'approbation par le Congrès, est de retour d'un voyage qu'il avait entrepris pour combiner ses éléments d'action ; Dieu veuille qu'il ait entièrement réussi, qu'il soit encouragé par le Congrès et qu'il se mette promptement à l'œuvre.

A propos de chemins de fer, nous devons constater que les plaintes articulées par le commerce contre celui de Veracruz à Mexico ont cessé tout à coup ; la compagnie a reçu, successivement, des wagons et des locomotives qui lui ont accru considérablement son matériel roulant ; les marchandises qui étaient restées en entrepôt depuis l'avaient pu être transportées avec la promptitude désirable ont été, depuis, remises à leurs destinataires. Du 12 au 18 du courant, 316 tonnes en ont été expédiés de Veracruz à Mexico ; le service se régularise peu à peu et ne laissera bientôt plus rien à désirer. Les bureaux de l'administration, qui avaient été transférés à Orizava, il y a quelques mois, sont revenus à Mexico et se sont installés dans le magnifique édifice qu'a fait construire M. Vicente Escandon, sur la place de Guardiola.

Dans deux mois environ, une nouvelle ligne de vapeur va s'inaugurer entre Veracruz et la Nouvelle-Orléans ; cette entreprise, dirigée par des hommes qui font s'établir la communication la plus rapide et la plus profitable pour le Mexique et les Etats-Unis, contribuera, parallèle à celle de Tampico, qui fonctionne, pendant plusieurs années, des relations commerciales ayant déjà pris un développement qui promettait de s'accroître rapidement ; malheureusement, les circonstances ont fait suspendre ce service depuis une dizaine d'années, et toutes les espérances qu'il avait fait naître ne sont évanouies ; il faut espérer qu'elles renaîtront et que, cette fois, elles se réaliseront.

Nous pouvons dire, sans crainte de démenti, que la pacification est en ce moment complète sur tout le territoire de la République. Dans le canton de Tepic, les dernières bandes qui maintenaient autrefois sous les ordres de Lozada, ont fait leur soumission ; Luciano Meza, le dernier général en chef de l'armée du Nayarit, et Geronimo Lozada, fils naturel de l'ancien cacique d'Alica, ont sollicité l'amnistie et ont déposé les armes.

Quelques insurgés s'étaient mis en campagne dans l'Etat de Sinaloa, sans qu'on sut bien quel était leur plan et leur programme ; le 9 du courant, ils ont été complétement défaits et dispersés par la colonne fédérale à Santiago de los Caballeros ; on leur a fait des morts et des blessés, pris tous leurs armes et leurs munitions, et mis dans l'impossibilité de tenir plus longtemps la campagne.

En dehors de ces faits, nous ne voyons pas qu'il y ait, pour le moment, de mouvements armés sur aucun point du territoire mexicain ; mais on ne peut pas se dissimuler quelqu'inquiétude, et si l'on en croyait les alarmistes, la révolution serait sur le point de relever la tête. Un journal a annoncé ces jours derniers, qu'un chef militaire, tenté de séduire une partie de la garnison de la capitale et se trouve, en ce moment, sous les verrous ; nous ne savons quel crédit mérite cette nouvelle, mais, dans tous les cas, elle n'a pas la moindre importance.

On parle également de symptômes insurrectionnels dans certains Etats de l'intérieur, mais rien ne donne de fondement réel à ces rumeurs ; tout ce que nous avons appris, c'est qu'un conflit sérieux a éclaté dans l'Etat de Coahuila, entre les pouvois législatif et exécutif. Sur une convocation de la députation permanente, le Congrès s'est réuni au nombre de sept députés, mais le gouverneur Victoriano Cepeda a contesté la légalité de cette installation en prétendant que, suivant la Constitution locale, pour que les actes de la législature fussent valables, il fallait que les deux tiers au moins de ses membres fussent réunis.

Devant cette résistance de l'exécutif, la législature a fait une protestation et a demandé l'aide du gouvernement fédéral ; ce dernier a répondu qu'il avait besoin de plus amples informations pour prendre une détermination. Il faut espérer que cette difficulté s'aplanira.

L'horizon nous paraît plus sombre en Yucatan. On a appris que, suivant la décision prise définitivement par le gouvernement fédéral, l'état de siége a été levé, les autorités constitutionnelles ont été replacées dans l'exercice de leurs fonctions par le général Palomino, et le premier vocal suppléant, M. Rafael Villamil, s'est chargé du gouvernement. Ces mesures ont dû être suivies du retrait des troupes fédérales. Assurément elles la pacification et la tranquillité de l'Yucatan ? Nous le désirons, mais nous ne l'espérons pas. Déjà, la nouvelle est venue, par la voie de Tabasco, que M. Francisco Cantón, en attaquant, avec des forces fédérales, une colonne de troupes constitutionnelles de l'Etat, a été complétement défait ; ce fait, s'il est vrai, doit avoir précédé l'exécution des dern ers ordres du gouvernement fédéral par le général Palomino, mais il porte un tel caractère d'invraisemblance qu'on ajoute foi son exactitude. Les correspondances et les journaux que nous apportera le packet américain nous mettront au courant des événements.

Le Diario Oficial a publié la convention chargée entre le Mexique et les Etats-Unis pour la prorogation, pendant deux années, des travaux de la situation faite aux étrangers par la Constitution mexicaine. Malheureusement, la question n'a pas été posée aussi nettement qu'il était à désirer. Le caractère des expulsés et la présence, parmi eux, de quelques jésuites, ont rabaissé le débat en le concentrant en quelque sorte le parti libéral et le parti clérical ; la presse la plus avancée dans les idées démocratiques a défendu l'arbitraire que sanctionne l'article 33 de la constitution, et la presse conservatrice et cléricale s'est retranchée derrière l'invocation des libertés individuelles et de la légalité.

Mons regrettons que, dans la polémique très animée qu'a motivée cet incident, la question n'ait pas été prise de plus haut. Un des magistrats de la Cour Suprême a défendu vigoureusement la sentence du juge de District ; le procureur général de la nation, M. Léon Guzman, a combattu, dans son esprit, l'article 33 de la Constitution, qu'il a jugé anti-libéral et contraire aux intérêts et à la dignité du pays ; le considérant comme la loi écrite, cependant, il n'a pas reconnu au juge de district le droit de l'étudier, mais il a émis le désir que la Cour Suprême de Justice adressât une représentation au Congrès, pour lui recommander la nécessité de réformer promptement la disposition constitutionnelle. Tous les autres membres de la Cour Suprême, les termes mêmes de l'arrêt, les commentaires des journaux soi-disant libéraux et l'opinion froidement exprimée du journal officiel se sont montrés plutôt défavorables que favorables à la réforme de l'article 33 de la Constitution

Peut-être la question sera-t-elle discutée dans la prochaine session législative ; elle avait été portée déjà devant le dernier Congrès, et l'on peut dire qu'elle est en suspens. Dans l'intérêt du pays et pour l'honneur des vrais principes, nous désirons que cette fausse et terrible donne au pays comme le Mexique, soit rayée de la Constitution : les arguments qu'on invoque en faveur de la sûreté de l'Etat et de la tranquillité publique ne sont aucune valeur, et, dans le besoin urgent qu'a le pays de faciliter l'immigration, il nous paraît irrationnel d'enlever à l'étranger toutes les garanties de la maître hors de la loi par un acte constitutionnel ; qu'on fasse, contre les étrangers coupables de quelque délit que ce soit, des lois aussi sévères qu'on voudra, mais qu'on les juge, qu'on les entende et qu'on délivre l'étranger, même honorable, d'un danger de ruine et de déshonneur que l'arbitraire laisse toujours planer sur sa tête.

Après cette question qui a fort occupé et qui occupe encore l'attention publique, celle qui se présente tout naturellement à l'esprit, est la réunion prochaine du septième Congrès. Déjà beaucoup de députés sont arrivés dans la capitale ; la première réunion préparatoire aura lieu demain 1er septembre.

On se livre toujours à des calculs et à des suppositions plus ou moins hasardés sur la composition de la nouvelle Chambre ; il est difficile de s'en faire, par anticipation, une idée très exacte, car beaucoup de députés sont sans antécédents politiques et sans opinions bien connues ; les partis, d'ailleurs, sont en complet désarroi ; il n'est guère possible de les classer et de connaître leurs programmes ; ce qui paraît certain, c'est que M. le Président Lerdo sera soutenu par une majorité respectable : mais tout fait supposer qu'il se formera une opposition composée d'éléments anciens et nouveaux.

Pour la première fois depuis la remise en vigueur des institutions républicaines dans la capitale, le parti conservateur et clérical sera représenté dans l'enceinte parlementaire ; il est venu, de différents Etats, plusieurs de ses corréligionnaires, qui, sans être nombreux, n'en changeront pas moins, dans une certaine mesure, l'aspect du Congrès ; les libéraux s'exagèrent les conséquences de cette première intrusion des conservateurs dans la représentation nationale, y voient un danger et prétendent déjà les hauts cris ; mais nous ne voyons pas, en cela, matière à de sérieuses appréhensions ; il paraît même préférable que toutes les opinions aient libre accès dans le Parlement ; peut-être en résultera-t-il, dans le parti libéral, une union et un ensemble qui lui ont fait trop souvent défaut.

Si nous en croyons le journal officiel, le programme du gouvernement actuel peut se résumer en ces quelques mots : *Ordre et paix* ; si peu de politique que possible, et beaucoup d'administration. Que ce programme soit mis en action par le Congrès, chacun s'en félicitera, et ce n'est certes pas le besoin qui manquera pour réformer l'administration, relever le crédit, ramener la vie de la nation, donner de l'aliment au travail et prendre soin des intérêts matériels. Nous espérons que la question des chemins de fer, depuis longtemps pendante, recevra prompte et la solution qui doit compléter les communications rapides, entre l'Atlantique et le Pacifique, et mettre en relations faciles la grande artère du Mexique avec les Etats-Unis. M. Edward Lee Plumb, qui a passé, dans ce but, un contrat avec le gouvernement et qui en attend l'approbation par le Congrès, est de retour d'un voyage qu'il avait entrepris pour combiner ses éléments d'action ; Dieu veuille qu'il ait entièrement réussi, qu'il soit encouragé par le Congrès et qu'il se mette promptement à l'œuvre.

A propos de chemins de fer, nous devons constater que les plaintes articulées par le commerce contre celui de Veracruz à Mexico ont cessé tout à coup ; la compagnie a reçu, successivement, des wagons et des locomotives qui lui ont accru considérablement son matériel roulant ; les marchandises qui étaient restées en entrepôt depuis l'avaient pu être transportées avec la promptitude désirable ont été, depuis, remises à leurs destinataires. Du 12 au 18 du courant, 316 tonnes en ont été expédiés de Veracruz à Mexico ; le service se régularise peu à peu et ne laissera bientôt plus rien à désirer. Les bureaux de l'administration, qui avaient été transférés à Orizava, il y a quelques mois, sont revenus à Mexico et se sont installés dans le magnifique édifice qu'a fait construire M. Vicente Escandon, sur la place de Guardiola.

Dans deux mois environ, une nouvelle ligne de vapeur va s'inaugurer entre Veracruz et la Nouvelle-Orléans ; cette entreprise, dirigée par des hommes qui font s'établir la communication la plus rapide et la plus profitable pour le Mexique et les Etats-Unis, contribuera, parallèle à celle de Tampico, qui fonctionne, pendant plusieurs années, des relations commerciales ayant déjà pris un développement qui promettait de s'accroître rapidement ; malheureusement, les circonstances ont fait suspendre ce service depuis une dizaine d'années, et toutes les espérances qu'il avait fait naître ne sont évanouies ; il faut espérer qu'elles renaîtront et que, cette fois, elles se réaliseront.

Nous pouvons dire, sans crainte de démenti, que la pacification est en ce moment complète sur tout le territoire de la République. Dans le canton de Tepic, les dernières bandes qui maintenaient autrefois sous les ordres de Lozada, ont fait leur soumission ; Luciano Meza, le dernier général en chef de l'armée du Nayarit, et Geronimo Lozada, fils naturel de l'ancien cacique d'Alica, ont sollicité l'amnistie et ont déposé les armes.

Quelques insurgés s'étaient mis en campagne dans l'Etat de Sinaloa, sans qu'on sut bien quel était leur plan et leur programme ; le 9 du courant, ils ont été complétement défaits et dispersés par la colonne fédérale à Santiago de los Caballeros ; on leur a fait des morts et des blessés, pris tous leurs armes et leurs munitions, et mis dans l'impossibilité de tenir plus longtemps la campagne.

En dehors de ces faits, nous ne voyons pas qu'il y ait, pour le moment, de mouvements armés sur aucun point du territoire mexicain ; mais on ne peut pas se dissimuler quelqu'inquiétude, et si l'on en croyait les alarmistes, la révolution serait sur le point de relever la tête. Un journal a annoncé ces jours derniers, qu'un chef militaire, tenté de séduire une partie de la garnison de la capitale et se trouve, en ce moment, sous les verrous ; nous ne savons quel crédit mérite cette nouvelle, mais, dans tous les cas, elle n'a pas la moindre importance.

On parle également de symptômes insurrectionnels dans certains Etats de l'intérieur, mais rien ne donne de fondement réel à ces rumeurs ; tout ce que nous avons appris, c'est qu'un conflit sérieux a éclaté dans l'Etat de Coahuila, entre les pouvois législatif et exécutif. Sur une convocation de la députation permanente, le Congrès s'est réuni au nombre de sept députés, mais le gouverneur Victoriano Cepeda a contesté la légalité de cette installation en prétendant que, suivant la Constitution locale, pour que les actes de la législature fussent valables, il fallait que les deux tiers au moins de ses membres fussent réunis.

Devant cette résistance de l'exécutif, la législature a fait une protestation et a demandé l'aide du gouvernement fédéral ; ce dernier a répondu qu'il avait besoin de plus amples informations pour prendre une détermination. Il faut espérer que cette difficulté s'aplanira.

L'horizon nous paraît plus sombre en Yucatan. On a appris que, suivant la décision prise définitivement par le gouvernement fédéral, l'état de siége a été levé, les autorités constitutionnelles ont été replacées dans l'exercice de leurs fonctions par le général Palomino, et le premier vocal suppléant, M. Rafael Villamil, s'est chargé du gouvernement. Ces mesures ont dû être suivies du retrait des troupes fédérales. Assurément elles la pacification et la tranquillité de l'Yucatan ? Nous le désirons, mais nous ne l'espérons pas. Déjà, la nouvelle est venue, par la voie de Tabasco, que M. Francisco Cantón, en attaquant, avec des forces fédérales, une colonne de troupes constitutionnelles de l'Etat, a été complétement défait ; ce fait, s'il est vrai, doit avoir précédé l'exécution des dern ers ordres du gouvernement fédéral par le général Palomino, mais il porte un tel caractère d'invraisemblance qu'on ajoute foi son exactitude. Les correspondances et les journaux que nous apportera le packet américain nous mettront au courant des événements.

Le Diario Oficial a publié la convention chargée entre le Mexique et les Etats-Unis pour la prorogation, pendant deux années, des travaux de la situation faite aux étrangers par la Constitution mexicaine. Malheureusement, la question n'a pas été posée aussi nettement qu'il était à désirer. Le caractère des expulsés et la présence, parmi eux, de quelques jésuites, ont rabaissé le débat en le concentrant en quelque sorte le parti libéral et le parti clérical ; la presse la plus avancée dans les idées démocratiques a défendu l'arbitraire que sanctionne l'article 33 de la constitution, et la presse conservatrice et cléricale s'est retranchée derrière l'invocation des libertés individuelles et de la légalité.

Mons regrettons que, dans la polémique très animée qu'a motivée cet incident, la question n'ait pas été prise de plus haut. Un des magistrats de la Cour Suprême a défendu vigoureusement la sentence du juge de District ; le procureur général de la nation, M. Léon Guzman, a combattu, dans son esprit, l'article 33 de la Constitution, qu'il a jugé anti-libéral et contraire aux intérêts et à la dignité du pays ; le considérant comme la loi écrite, cependant, il n'a pas reconnu au juge de district le droit de l'étudier, mais il a émis le désir que la Cour Suprême de Justice adressât une représentation au Congrès, pour lui recommander la nécessité de réformer promptement la disposition constitutionnelle. Tous les autres membres de la Cour Suprême, les termes mêmes de l'arrêt, les commentaires des journaux soi-disant libéraux et l'opinion froidement exprimée du journal officiel se sont montrés plutôt défavorables que favorables à la réforme de l'article 33 de la Constitution

Peut-être la question sera-t-elle discutée dans la prochaine session législative ; elle avait été portée déjà devant le dernier Congrès, et l'on peut dire qu'elle est en suspens. Dans l'intérêt du pays et pour l'honneur des vrais principes, nous désirons que cette fausse et terrible donne au pays comme le Mexique, soit rayée de la Constitution : les arguments qu'on invoque en faveur de la sûreté de l'Etat et de la tranquillité publique ne sont aucune valeur, et, dans le besoin urgent qu'a le pays de faciliter l'immigration, il nous paraît irrationnel d'enlever à l'étranger toutes les garanties de la maître hors de la loi par un acte constitutionnel ; qu'on fasse, contre les étrangers coupables de quelque délit que ce soit, des lois aussi sévères qu'on voudra, mais qu'on les juge, qu'on les entende et qu'on délivre l'étranger, même honorable, d'un danger de ruine et de déshonneur que l'arbitraire laisse toujours planer sur sa tête.

Après cette question qui a fort occupé et qui occupe encore l'attention publique, celle qui se présente tout naturellement à l'esprit, est la réunion prochaine du septième Congrès. Déjà beaucoup de députés sont arrivés dans la capitale ; la première réunion préparatoire aura lieu demain 1er septembre.

On se livre toujours à des calculs et à des suppositions plus ou moins hasardés sur la composition de la nouvelle Chambre ; il est difficile de s'en faire, par anticipation, une idée très exacte, car beaucoup de députés sont sans antécédents politiques et sans opinions bien connues ; les partis, d'ailleurs, sont en complet désarroi ; il n'est guère possible de les classer et de connaître leurs programmes ; ce qui paraît certain, c'est que M. le Président Lerdo sera soutenu par une majorité respectable : mais tout fait supposer qu'il se formera une opposition composée d'éléments anciens et nouveaux.

Pour la première fois depuis la remise en vigueur des institutions républicaines dans la capitale, le parti conservateur et clérical sera représenté dans l'enceinte parlementaire ; il est venu, de différents Etats, plusieurs de ses corréligionnaires, qui, sans être nombreux, n'en changeront pas moins, dans une certaine mesure, l'aspect du Congrès ; les libéraux s'exagèrent les conséquences de cette première intrusion des conservateurs dans la représentation nationale, y voient un danger et prétendent déjà les hauts cris ; mais nous ne voyons pas, en cela, matière à de sérieuses appréhensions ; il paraît même préférable que toutes les opinions aient libre accès dans le Parlement ; peut-être en résultera-t-il, dans le parti libéral, une union et un ensemble qui lui ont fait trop souvent défaut.

Si nous en croyons le journal officiel, le programme du gouvernement actuel peut se résumer en ces quelques mots : *Ordre et paix* ; si peu de politique que possible, et beaucoup d'administration. Que ce programme soit mis en action par le Congrès, chacun s'en félicitera, et ce n'est certes pas le besoin qui manquera pour réformer l'administration, relever le crédit, ramener la vie de la nation, donner de l'aliment au travail et prendre soin des intérêts matériels. Nous espérons que la question des chemins de fer, depuis longtemps pendante, recevra prompte et la solution qui doit compléter les communications rapides, entre l'Atlantique et le Pacifique, et mettre en relations faciles la grande artère du Mexique avec les Etats-Unis. M. Edward Lee Plumb, qui a passé, dans ce but, un contrat avec le gouvernement et qui en attend l'approbation par le Congrès, est de retour d'un voyage qu'il avait entrepris pour combiner ses éléments d'action ; Dieu veuille qu'il ait entièrement réussi, qu'il soit encouragé par le Congrès et qu'il se mette promptement à l'œuvre.

A propos de chemins de fer, nous devons constater que les plaintes articulées par le commerce contre celui de Veracruz à Mexico ont cessé tout à coup ; la compagnie a reçu, successivement, des wagons et des locomotives qui lui ont accru considérablement son matériel roulant ; les marchandises qui étaient restées en entrepôt depuis l'avaient pu être transportées avec la promptitude désirable ont été, depuis, remises à leurs destinataires. Du 12 au 18 du courant, 316 tonnes en ont été expédiés de Veracruz à Mexico ; le service se régularise peu à peu et ne laissera bientôt plus rien à désirer. Les bureaux de l'administration, qui avaient été transférés à Orizava, il y a quelques mois, sont revenus à Mexico et se sont installés dans le magnifique édifice qu'a fait construire M. Vicente Escandon, sur la place de Guardiola.

Dans deux mois environ, une nouvelle ligne de vapeur va s'inaugurer entre Veracruz et la Nouvelle-Orléans ; cette entreprise, dirigée par des hommes qui font s'établir la communication la plus rapide et la plus profitable pour le Mexique et les Etats-Unis, contribuera, parallèle à celle de Tampico, qui fonctionne, pendant plusieurs années, des relations commerciales ayant déjà pris un développement qui promettait de s'accroître rapidement ; malheureusement, les circonstances ont fait suspendre ce service depuis une dizaine d'années, et toutes les espérances qu'il avait fait naître ne sont évanouies ; il faut espérer qu'elles renaîtront et que, cette fois, elles se réaliseront.

Nous pouvons d